

PREFECTURE DE L'INDRE

Secrétariat général

Mission développement durable

SB (DRIRE-YA)

DL

ARRETE N° 2007-12- 0072 du 7 décembre 2007

complétant et modifiant les prescriptions techniques applicables aux installations de traitement de surface, exploitées par la société GMC et implantées Z.I. route Nationale 143 sur le territoire de la commune de BUZANCAIS (36500)

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

Vu la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.511.1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-E-702 du 14 mars 2005 autorisant la société GMC à poursuivre et à étendre l'exploitation de son usine située, Z.I. route nationale 143, à BUZANCAIS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 octobre 2007 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 24 octobre 2007 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 7 novembre et sa réponse du 19 novembre 2007 ;

Vu l'avis émis par l'inspecteur des installations classées sur cette réponse, le 22 novembre 2007 ;

Considérant que le site, soumis à autorisation préfectorale, entre dans le champ d'application de la Directive 96/61/CE ;

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-E-702 du 14 mars 2005 :

- fixe, pour des paramètres susceptibles d'être émis par l'installation, des valeurs limites d'émission supérieures aux valeurs limites définies dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2006,
- ne fixe pas, pour certains paramètres susceptibles d'être émis par l'installation, de valeurs limites d'émission alors qu'il en est mentionné dans le guide de référence des meilleures techniques disponibles pour les installations de traitement de surface ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les dispositions de l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-E-702 du 14 mars 2005, relatives aux valeurs limites d'émission associées aux rejets atmosphériques de l'établissement, sont complétées par :

"Les émissions atmosphériques des chaînes A, B, C, D, E, F, H, I, prototypes, duclanisation et phosphatation respectent les seuils de rejets suivants :

Paramètre	Valeurs limites (mg/Nm ³)
SO ₂	100
Nickel	5
HF	2

"

Concernant les émissions de SO₂, nickel, cuivre, zinc, poussières et HCl l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 avril 2008 une analyse technico-économique des écarts entre ses rejets et les valeurs limites d'émissions de référence obtenues par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles :

Paramètre	Valeurs limites d'émission de référence (mg/Nm ³)
SO ₂	10
Ni	0,1
HCl	30
Zn	0,5
Cu	0,02
Poussières	30

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article 3.1.6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-E-702 du 14 mars 2005, relatives aux valeurs limites d'émission associées aux rejets liquides de l'établissement, sont remplacées par :

"

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux, ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Référence du point de rejet		Sortie de station d'épuration		
Débit de rejet maximal journalier ($\text{m}^3.\text{j}^{-1}$)		330		
Moyenne mensuelle maximum du débit journalier ($\text{m}^3.\text{j}^{-1}$)		300		
Débit maximum instantané ($\text{m}^3.\text{h}^{-1}$)		20		
Paramètre	Norme	Concentration maximale (mg.l^{-1})	Flux maximum journalier (g.j^{-1})	Moyenne mensuelle maximum du flux (g.j^{-1})
DCO	NF T 90 101	150	45000	36000
DBO ₅	NF T 90 103	50	15000	12000
MES	NF EN ISO 872	30	9000	7200
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2	10	3000	2400
F ⁻	NF T 90 004	5	1500	1200
P	NF EN ISO 11885	5	1500	1200
Ni	NF EN ISO 11885	2	600	480
Mn	NF EN ISO 11885	1	300	240
Cu	NF EN ISO 11885	1	300	240
Fe	NF EN ISO 11885	2,5	750	600
Al	NF EN ISO 11885	2,5	750	600
Cr _T	NF EN ISO 11885	1,5	450	360
Cr ⁶⁺	NF EN ISO 11885	0,1	30	24
Pb	NF EN ISO 11885	0,5	150	120
Sn	NF EN ISO 11885	2	600	480
Zn	NF EN ISO 11885	3	990	900
Métaux totaux (Zn+Al+Cr _T +Cu+Fe+Mn+Ni+Pb+Cd+Sn)	NF EN ISO 11885	15	4500	3600
CN*	NF T 90 107	0,1	30	24
NO ₂ ⁻	NF EN ISO 13395	20	6600	6000
As		0,1	33	30
Azote global		50	16 500	15 000
AOX		5	1650	1500

* Les bains contenant du Cr⁶⁺ ainsi que les bains contenant du cyanure font l'objet, en fonction de l'évolution des techniques, d'une démarche de substitution ou de suppression qui sera portée à la connaissance de l'inspection des installations classées chaque année, avec les documents mentionnés à l'article 2.6.3 du présent arrêté. La suppression de l'utilisation du cyanure devra intervenir au plus tard sous un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

Eaux pluviales	
Référence du point de rejet	Réseau communal des eaux pluviales, milieu naturel
Paramètre et norme	Concentration maximale (mg.l^{-1}) ou (g.m^{-3})
MES - NF EN ISO 872	30
Hydrocarbures totaux - NF EN ISO 9377-2	10

Tout autre rejet de substances et paramètres non mentionnés dans les deux tableaux ci-dessus, notamment de cadmium, est scrupuleusement interdit ou doit être inférieur aux concentrations mesurées dans l'eau potable ou l'eau de forage alimentant le site."

Concernant les émissions de AOX et Zn, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 avril 2008 une analyse technico-économique des écarts entre ses rejets et les valeurs limites d'émissions de référence obtenues par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles :

Paramètre	Valeurs limites de rejet de référence (mg/l)
Zn	2
AOX	0,5

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de la commune de BUZANCAIS et à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre.

ARTICLE 4 : L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Il peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

ARTICLE 5 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre, Monsieur le Maire de la commune de BUZANCAIS, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Centre- et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,
Pour LE PRÉFET,
et par délégation
La Secrétaire Générale



Claude DULAMON